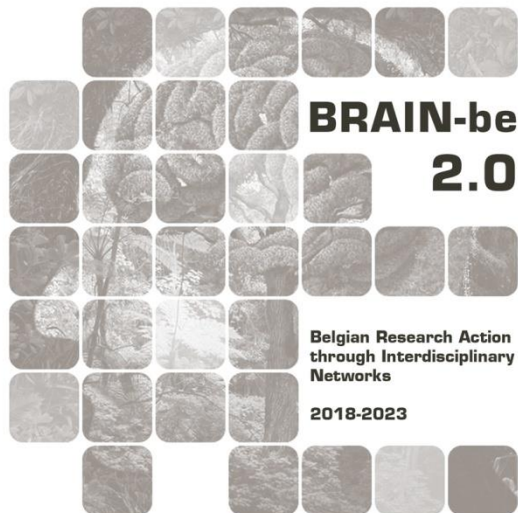


BABEL

Basic income in Belgium: stress-testing basic income in the digital era

Wim VAN LANCKER (KU Leuven), Tijs LAENEN (KU Leuven/UAntwerpen), Cyrille FRANCISCO (KU Leuven), Marie-Laure MULAYI (KU Leuven), Adeline OTTO (KU Leuven), Floriane GEELS (UC Louvain), Yannick VANDERBORGHT (UC Louvain), Elise AERTS (UAntwerpen), Toon VAN HAVERE (UAntwerpen/KU Leuven), Ive Marx (UAntwerpen), Gerlinde VERBIST (UAntwerpen), Axel MARX (KU Leuven)

Pillar 3: Federal societal challenges



NETWORK PROJECT

BABEL

Basic income in Belgium: stress-testing basic income in the digital era

Contract B2/191/P3/BABEL

RÉSUMÉ

PROMOTORS: Wim VAN LANCKER (KU Leuven)
Axel MARX (KU Leuven)
Ive MARX (UAntwerpen)
Yannick VANDERBORGHT (UC Louvain)

AUTHORS:

Wim VAN LANCKER (KU Leuven), Tijs LAENEN (KU Leuven/UAntwerpen), Cyrille FRANCISCO (KU Leuven), Marie-Laure MULAYI (KU Leuven), Adeline OTTO (KU Leuven), Floriane GEELS (UC Louvain), Yannick VANDERBORGHT (UC Louvain), Elise AERTS (UAntwerpen), Toon VAN HAVERE (UAntwerpen/KU Leuven), Ive MARX (UAntwerpen), Gerlinde VERBIST (UAntwerpen), Axel MARX (KU Leuven).



RÉSUMÉ

Contexte

Le revenu de base (RB) diffère radicalement des prestations publiques traditionnelles car il rompt le lien entre contribution et prestation d'une part, et entre besoin et prestation d'autre part. Bien que le revenu de base soit souvent présenté comme une idée simple, les discussions sur les propositions politiques concrètes aboutissent rapidement à un débat digne d'une tour de Babel. Dans nombre de ces débats, il apparaît que les partisans, et respectivement les opposants, ont souvent à l'esprit différents types de systèmes de BI lorsqu'ils défendent ou critiquent l'idée. Cependant, il est évident que les résultats réels d'une BI dépendront largement de la conception concrète de la politique en termes de droits, de critères d'éligibilité, de niveaux de prestations, de financement et de modalités de mise en œuvre. Ces aspects influenceront grandement la mesure dans laquelle une BI encouragera ou découragera le travail rémunéré ou tout autre travail, augmentera ou réduira l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de travail et de soins, et mettra fin à la myriade de problèmes associés aux prestations sociales dépendant du revenu. Malheureusement, nous manquons de recherches empiriques sur bon nombre de ces résultats. C'est l'objectif principal du projet *BASIC income in BELgium* (BABEL).

Les objectifs

L'objectif principal du projet BABEL est d'apporter un éclairage empirique sur les conséquences redistributives, budgétaires et en termes d'emploi d'une variété de propositions de BI, et d'étudier dans quelle mesure ces propositions sont politiquement réalisables. Nous partons du principe qu'une proposition de BI ne peut inspirer une véritable réforme de l'aide sociale en Belgique et au-delà que si elle (1) est susceptible de recueillir un soutien suffisant de la part du grand public et des partenaires sociaux ; (2) conduit à de meilleurs résultats en termes de réduction de la pauvreté pour un coût budgétaire donné ; et (3) n'a pas d'effet négatif sur l'emploi et n'encourage pas l'oisiveté. En associant des modèles théoriques, des données empiriques et des approches expérimentales, le projet vise à fournir des informations complètes sur la faisabilité et l'impact de la BI au sein de l'État-providence belge.

Méthodologie

L'étude a utilisé une approche multi-méthodes. Des microsimulations utilisant EUROMOD ont été réalisées pour évaluer les implications fiscales et de pauvreté de divers scénarios de BI, offrant une évaluation détaillée de leurs impacts redistributifs et budgétaires. Une innovation clé a été l'utilisation d'expériences de vignettes dans les enquêtes publiques, où les répondants ont été présentés avec des scénarios hypothétiques de BI qui varient systématiquement dans les caractéristiques de conception, telles que les niveaux de prestations, l'universalité, et les mécanismes de financement. Ces scénarios ont permis aux chercheurs de saisir des préférences et des intentions comportementales nuancées. En outre, des entretiens avec des décideurs politiques, des syndicats et des employeurs ont fourni des informations qualitatives sur la faisabilité politique de la BI. Une étude de cas basée sur les données de la loterie belge Win4Life a offert une perspective du monde réel en examinant le marché du travail et les comportements sociaux des gagnants de la loterie qui reçoivent des paiements mensuels inconditionnels. Cette combinaison méthodologique a permis d'intégrer des résultats quantitatifs et qualitatifs afin d'étudier l'interaction complexe entre la conception, les résultats et l'acceptation politique de la BI.

Résultats

Les résultats ont révélé que la conception et le contexte de la BI influencent de manière critique son efficacité et son acceptabilité. Les modèles de BI partielle qui complètent les systèmes d'aide sociale existants ont été identifiés comme l'approche la plus faisable et la plus rentable pour réduire la pauvreté. En revanche, les systèmes de BI intégrale ont permis de réduire la pauvreté de manière significative, mais ont nécessité des budgets insoutenables, atteignant jusqu'à 25 % du PIB. Les microsimulations ont démontré que des niveaux de BI plus élevés ne conduisent pas nécessairement à des réductions proportionnelles de la pauvreté en raison d'arbitrages dans la faisabilité budgétaire et les impacts redistributifs. Notamment, les résultats en matière de pauvreté varient en fonction des types de ménages, les ménages monoparentaux et les ménages composés d'un seul adulte étant souvent désavantagés en raison de l'absence d'économies d'échelle au niveau de la consommation.

En termes d'emploi, la BI a eu un impact global minime sur la participation au marché du travail, mais d'importantes variations socio-économiques ont été observées. Par exemple, les femmes étaient plus susceptibles de réduire leur travail rémunéré, ce qui pourrait exacerber les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de rôles d'aidants. Cependant, de nombreux participants ont exprimé leur intention de réorienter leur temps vers des activités socialement utiles, telles que les soins, le bénévolat ou l'entrepreneuriat. Ces résultats suggèrent que le BI pourrait favoriser diverses formes de contribution à la société, à condition que des politiques complémentaires soient mises en place.

Les attitudes du public à l'égard de la BI ont été façonnées par la perception de sa conception et de ses résultats. Les modèles de BI conditionnels qui incluent des critères d'éligibilité, tels que des exigences de résidence ou des obligations liées au travail, ont reçu plus de soutien que les régimes universels inconditionnels. Les méthodes de financement ont également influencé les préférences, les approches fiscales progressives étant considérées plus favorablement que les mécanismes régressifs. Les expériences par vignettes ont mis en évidence le fait que le soutien des citoyens à la BI est très sensible aux résultats escomptés, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et l'impact financier personnel. Les informations négatives, telles que l'augmentation potentielle de la pauvreté, ont considérablement réduit le soutien du public.

La faisabilité politique de la BI s'est heurtée à d'importantes difficultés, notamment les divisions idéologiques entre les partis politiques et la résistance des syndicats. Alors que les partis de gauche étaient plus ouverts à des modèles de BI généreux et universels, les partis de droite et les syndicats étaient sceptiques, notamment quant à leur capacité à saper les normes sociales existantes en matière de réciprocité et d'incitation au travail.